Résolution 63/5

Examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty: partenariats conçus pour répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit³⁷

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Constatant que l'absence d'accès territorial à la mer, les possibilités limitées de mouvements transfrontières et la dépendance en matière de transit, qui sont aggravées par l'éloignement des marchés mondiaux et qui entraînent des coûts de transaction prohibitifs, continuent d'entraver la croissance et le développement socioéconomique global des pays en développement sans littoral,

Rappelant le Consensus de Monterrey³⁸, qui reconnaissait l'importance d'ouvrir davantage et de manière prévisible tous les marchés aux exportations des pays en développement, y compris des pays en développement sans littoral et de transit, et invitait les organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies à accroître le soutien en faveur de la formation dans le domaine du commerce, du renforcement des capacités et des institutions commerciales et des services d'appui au commerce,

Rappelant également le Programme d'action d'Almaty: partenariats conçus pour répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit³⁹, que l'Assemblée générale a fait sien dans sa résolution 58/201 du 23 décembre 2003,

Rappelant en outre le Document final du Sommet mondial de 2005⁴⁰,

Rappelant la résolution 61/11 de la Commission, en date du 18 mai 2005, relative à la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty, réaffirmant son appui continu à la mise en œuvre complète et effective des mesures spécifiques appliquées dans les cinq domaines prioritaires définis d'un commun accord

³⁷ Voir paragraphes 201 à 218 ci-dessus.

³⁸ Consensus de Monterrey de la Conférence internationale sur le financement du développement (*Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe).

³⁹ *Rapport de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit et des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit, Almaty (Kazakhstan), 28 et 29 août 2003* (A/CONF. 202/3), annexe I.

⁴⁰ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale, en date du 16 septembre 2005.

dans le Programme d'action d'Almaty, et prenant note du rapport sur l'application des résolutions relatives au thème de la réduction de la pauvreté⁴¹,

Réitérant son appui continu en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty au bénéfice des pays en développement sans littoral et de transit,

Rappelant la résolution 61/212 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 2006, relative aux groupes de pays en situation particulière: mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral, et sa décision de tenir en 2008 une réunion d'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Almaty, qui réaffirme l'importance du commerce et de la facilitation des échanges, l'une des priorités énoncées dans le Programme d'action d'Almaty, préconisant l'aboutissement des négociations commerciales de Doha dans une optique de développement, et soulignant que les mécanismes intergouvernementaux aux niveaux mondial et régional, notamment ceux qui relèvent des commissions régionales des Nations Unies, devraient être utilisés de manière judicieuse dans le cadre de l'examen à mi-parcours,

1. Engage les pays en développement sans littoral et de transit à commencer les préparatifs de fond en vue de l'examen à mi-parcours;

2. Demande au Secrétaire exécutif, en collaboration avec les partenaires régionaux ou mondiaux, selon qu'il convient:

a) D'intégrer davantage le Programme d'action d'Almaty³⁹ dans le programme de travail du secrétariat, afin d'accroître encore le soutien qu'apporte le secrétariat à l'action menée par les pays en développement sans littoral et de transit pour mettre en place des mécanismes de coopération bilatéraux, sous-régionaux et régionaux permettant d'établir des systèmes de transport en transit efficaces, comme le préconise le Programme d'action d'Almaty;

b) D'aider les pays en développement sans littoral et de transit dans les efforts qu'ils déploient pour intensifier la coopération en matière de transport en transit et se joindre aux réseaux de transport, existants et futurs, de la région, dans le cadre notamment de l'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie⁴² et de l'Accord intergouvernemental sur le réseau du Chemin de fer transasiatique⁴³;

c) D'aider les pays en développement sans littoral et de transit dans leur processus d'accession à l'Organisation mondiale du commerce, afin de promouvoir leur meilleure insertion dans l'économie mondiale;

⁴¹ E/ESCAP/63/9.

⁴² Résolution 60/4 de la Commission, en date du 28 avril 2004.

⁴³ Résolution 62/4 de la Commission, en date du 12 avril 2006, annexe.

d) D'aider les pays en développement sans littoral et de transit à négocier et mettre en œuvre des accords commerciaux conçus pour renforcer l'accès aux marchés, qui soient compatibles avec ceux de l'Organisation mondiale du commerce;

e) De développer les activités de renforcement des capacités en faveur des organismes officiels des pays sans littoral et de transit dans le domaine de la facilitation des échanges, afin de créer des conditions transparentes, cohérentes et prévisibles pour la conduite du commerce international;

f) D'aider les pays sans littoral et de transit dans les efforts qu'ils déploient pour rationaliser, simplifier et uniformiser les documents et procédures, de façon à réduire les coûts des transactions commerciales;

g) De poursuivre la mise au point d'indicateurs efficaces permettant de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty dans la région, en étroite coordination avec les organisations compétentes, en particulier le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, et, sous réserve des ressources disponibles, de mettre en œuvre des projets pilotes appliquant cette méthode dans certaines sous-régions sans littoral de l'Asie et du Pacifique dans la perspective de l'examen à mi-parcours;

h) De fournir, dans le cadre de son mandat, l'appui nécessaire aux préparatifs de l'examen à mi-parcours, y compris les réunions thématiques consacrées au développement des infrastructures de transport en transit, au commerce et à la facilitation des échanges;

i) De présenter à la Commission, à sa soixante-cinquième session, un rapport complet sur les progrès accomplis au niveau régional dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty, assorti d'une liste des produits nécessaires à l'accélération du processus de mise en œuvre;

3. *Décide*, dans le cadre de l'ordre du jour provisoire de sa soixante-quatrième session, de procéder à l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty. Si besoin est, l'examen régional devrait être précédé de préparatifs sous-régionaux et nationaux.

*Cinquième séance plénière
23 mai 2007*

Résolution 63/6

Mise en œuvre de la coopération énergétique inter pays pour renforcer la sécurité énergétique en vue du développement durable et élargir l'accès aux services énergétiques dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement⁴⁴

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Reconnaissant le rôle important de l'énergie dans le développement durable en vue de réduire la pauvreté dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement de la région de l'Asie et du Pacifique,

Exprimant son inquiétude devant le niveau élevé et la volatilité persistants des cours de l'énergie, et notant que des initiatives de coopération régionale pourraient compléter les efforts déployés au niveau national pour résoudre les problèmes posés par la sécurité énergétique et l'accès à l'énergie,

Prenant note des initiatives actuellement menées par les organisations régionales et sous-régionales et par la Commission du développement durable en matière d'énergie aux fins du développement durable, et appréciant la nécessité de renforcer les capacités nationales pour ce qui est d'évaluer les orientations stratégiques propres à améliorer la sécurité énergétique et d'élargir l'accès aux services énergétiques par le biais de la collaboration,

Rappelant les objectifs de développement arrêtés sur le plan international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire⁴⁵, ainsi que les résultats des grands sommets et conférences internationales et régionales des Nations Unies,

Rappelant également le Document final du Sommet mondial de 2005⁴⁶,

Rappelant en outre la résolution 62/11 de la Commission, en date du 12 avril 2006, relative à la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010, dans laquelle la Commission a prié le Secrétaire exécutif d'aider, le cas échéant, les pays les moins avancés à formuler des stratégies et politiques de développement appropriées, dans l'esprit dudit Programme d'action⁴⁷,

Rappelant la résolution 58/201 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2003, par laquelle l'Assemblée a fait sien le Programme d'action d'Almaty,⁴⁸ et la résolution 60/208 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 2005, par laquelle

⁴⁵ Résolution 55/2 de l'Assemblée générale, en date du 8 septembre 2000.

⁴⁶ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale, en date du 16 septembre 2005.

⁴⁷ A/CONF.191/13, chap. II.

⁴⁸ Programme d'action d'Almaty: partenariats conçus pour répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit (*Rapport de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit et des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit, Almaty (Kazakhstan), 28 et 29 août 2003* (A/CONF.202/3), annexe I).

⁴⁴ Voir paragraphes 220 à 232 ci-dessus.